DÉLIBÉRATION N°2025-177

Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 9 juillet 2025 relative au bilan d'exécution du programme d'investissements 2024 et portant approbation du programme d'investissements 2025 révisé de Teréga (stockage)

Participaient à la séance : Emmanuelle WARGON, présidente, Anthony CELLIER, Ivan FAUCHEUX, Valérie PLAGNOL, commissaires.

1 Contexte et cadre juridique

L'article L. 421-3-1 du code de l'énergie prévoit que « *les infrastructures de stockage souterrain de gaz naturel qui garantissent la sécurité d'approvisionnement du territoire à moyen et long terme et le respect des accords bilatéraux relatifs à la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel [...] sont prévues par la programmation pluriannuelle de l'énergie mentionnée à l'article L.141-1. Ces infrastructures sont maintenues en exploitation par les opérateurs* ».

En application des dispositions de l'article L. 421-7-1 du code de l'énergie, les opérateurs de stockages souterrains de gaz naturel transmettent leur programme annuel d'investissements à la Commission de régulation de l'énergie (CRE) pour approbation. Dans ce cadre, la CRE « *veille à la réalisation des investissements nécessaires au bon développement des stockages et à leur accès transparent et non discriminatoire* ».

La CRE rappelle que la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) fixe un objectif de résultat en débit de soutirage et en volume utile pour l'ensemble du périmètre des sites de stockage régulés des trois opérateurs de stockage, afin de garantir la sécurité d'approvisionnement. Le respect de ces objectifs doit se faire au moindre coût pour la collectivité, et les programmes d'investissements des opérateurs de stockage doivent concourir à cet objectif.

Ainsi, la CRE a demandé aux opérateurs, dans ses précédentes délibérations portant approbation du programme d'investissements, d'accompagner toute demande d'approbation d'un projet, relatif au maintien ou à l'amélioration des performances, d'un scénario hors réalisation de l'investissement qui présente ses conséquences sur les performances du site concerné, ainsi que l'analyse des solutions alternatives comme des maintenances renforcées, un dimensionnement alternatif des projets ou encore une révision de l'offre commerciale.

La délibération n° 2020-10 du 23 janvier 2020 portant décision sur le tarif d'utilisation des infrastructures de stockage souterrain de gaz naturel de Storengy, Teréga et Géométhane, dit « tarif ATS2 » a introduit un mécanisme de régulation incitative applicable à l'ensemble des projets des opérateurs de stockage dont le budget est supérieur à 20 M€, et donne la possibilité à la CRE de l'appliquer à certains projets dont le budget est inférieur à ce seuil. Ce mécanisme a pour objectif d'inciter les opérateurs de stockage à la maîtrise de leurs dépenses d'investissement. Le mécanisme a été reconduit pour la période tarifaire 2024-2027 par la délibération n°2024-21¹ dit « tarif ATS3 ».

¹ [Délibération de la CRE du 30 janvier 2024 portant décision sur le tarif d'utilisation des infrastructures de stockage souterrain de gaz naturel de Storengy, Teréga et Géométhane \(ATS3\)](#)

En ce qui concerne le programme d'investissements de l'année 2024 pour Teréga :

- par délibération du 7 février 2024², la CRE a approuvé le programme d'investissements de Teréga pour l'année 2024, pour un montant de 49,8 M€ ;
- par délibération du 11 juillet 2024³, la CRE a approuvé le programme d'investissements révisé de Teréga pour l'année 2024 pour un montant de 52,1 M€, et a demandé à l'opérateur de présenter, pour mi-2025, le bilan définitif d'exécution de son programme d'investissements pour l'année 2024.

Par délibération du 6 février 2025⁴, la CRE a approuvé le programme d'investissements de Teréga pour l'année 2025, pour un montant de 37,9 M€, et a demandé à l'opérateur de présenter, pour mi-2025, un bilan d'exécution intermédiaire du programme d'investissements pour l'année 2025.

La CRE a été saisie par Teréga le 10 juin 2025 du bilan d'exécution définitif du programme d'investissements pour l'année 2024 et du bilan d'exécution intermédiaire du programme d'investissements pour l'année 2025. L'opérateur a présenté les écarts constatés entre les niveaux des investissements approuvés et des investissements effectivement réalisés pour 2024, d'une part, et les prévisions mises à jour pour 2025, d'autre part.

La présente délibération a pour objet :

- de dresser le bilan d'exécution du programme d'investissement de Teréga au titre de 2024 ;
- d'approuver du programme d'investissements 2025 révisé Teréga afin de prendre en compte les ajustements intervenus depuis son approbation en février 2025.

2 Principaux éléments du bilan d'exécution du programme d'investissements de Teréga pour l'année 2024

Les dépenses d'investissements approuvées pour 2024 par la délibération de la CRE du 7 février 2024 s'élevaient à 49,8 M€. Le programme d'investissements révisé à mi-année par la délibération du 11 juillet 2024 s'élevait à 52,1 M€. Les dépenses réalisées pour 2024 s'élèvent à 53,2 M€, soit une hausse de +2,1 % par rapport au budget révisé.

La ventilation par finalité d'investissements pour l'année 2024 est la suivante :

Postes (M€)	Approuvé 2024	Révisé 2024	Réalisé 2024
Sécurité et maintien	38,9	40,9	44,0
Recherche et innovation	0,1	0,1	0,1
Sécurité d'approvisionnement	0,3	0,2	0,1
Investissements généraux	10,5	10,9	9,1
Total	49,8	52,1	53,2

²[Délibération n° 2024-33 du 7 février 2024 portant approbation du programme d'investissements de stockage de gaz pour l'année 2024 de Teréga](#)

³[Délibération n° 2024-142 du 11 juillet 2024 relative au bilan d'exécution du programme d'investissements 2023 de Teréga \(stockage\) et portant approbation de son programme d'investissements 2024 révisé](#)

⁴[Délibération n° 2025-43 du 6 février portant approbation du programme d'investissements de stockage de gaz pour l'année 2025 de Teréga](#)

Les différences constatées entre le programme révisé de l'année 2024 et le programme finalement réalisé proviennent essentiellement des postes suivants :

- la finalité « sécurité et maintien » dont les dépenses sont en hausse de +3,1 M€. L'écart s'explique principalement par :
 - des surcoûts sur les interventions lourdes sur les puits LUG62 et LUG63 (+3,2 M€), liés à une pression de gisement élevée qui a nécessité des sécurisations additionnelles relatives à l'étanchéité ; un retard dans la disponibilité de l'équipement de forage conduisant à un allongement de la durée de mobilisation des équipements nécessaires à son fonctionnement et différentes difficultés techniques liées aux opérations en sous-sol ;
 - s'agissant du poste de sectionnement, un avancement plus important ainsi que des travaux supplémentaires liés aux interventions sur des installations existantes (+0,9 M€) ;
 - l'avancement de la commande de matériel dans le cadre du projet Securlug phase B (+0,2 M€) ;
 - une baisse des dépenses induite par la replanification du projet Securlug phase A (-0,4 M€), de la rénovation des unités de déshydratation (-0,2 M€) et des études de projets de décarbonation des sites de Lussagnet et Izaute (-0,6 M€) ;
- la finalité « Investissements généraux » dont les dépenses sont en baisse de -1,8 M€. Cet écart s'explique par des replanifications de projets sur les années à venir pour le programme « systèmes d'information » (-1,1 M€) et sur 2025 pour la finalité Terrains-Immobiliers-Constructions (-0,6 M€).

La CRE constate que l'exécution du programme d'investissements de Teréga relève de la gestion normale de projets d'investissements.

3 Principaux éléments du programme d'investissements de stockage de Teréga pour l'année 2025

Les dépenses d'investissements approuvées pour 2025 dans la délibération du 6 février 2025 s'élevaient à 37,9 M€.

Lors du bilan d'exécution à mi-année de son programme d'investissements, Teréga a transmis une trajectoire révisée de ces dépenses d'un montant de 39,8 M€, en hausse de 5,0 % par rapport au budget approuvé pour l'année 2025.

La ventilation par finalité d'investissements pour l'année 2025 est la suivante :

Postes (M€)	Approuvé 2025	Révisé 2025 Demande de Teréga
Sécurité et maintien	30,6	32,4
Recherche et innovation	0,1	0,1
Sécurité d'approvisionnement	0,2	0,0
Investissements généraux	7,0	7,3
Total	37,9	39,8

Les écarts constatés proviennent essentiellement des postes suivants :

- la finalité « sécurité et maintien » dont les dépenses sont en hausse de +1,8 M€. L'écart s'explique principalement par :

- une hausse des dépenses relatives à la compression : sur le projet Securlug phase A liée au report de travaux de 2024 à 2025 et sur Securlug phase B à des commandes de matériel réalisées en avance de phase (+0,5 M€) ;
 - une réestimation des dépenses à la suite de la réception de devis pour la transformation en puits de surveillance du puits LUG58 (+0,4 M€) ;
 - des travaux additionnels sur le poste de sectionnement (+0,6 M€) ;
 - des dépenses additionnelles sur la réparation de fuites dans le cadre du programme de réduction des émissions de méthane (+0,4 M€) ;
 - une hausse du budget des divers installations annexes (+0,7 M€), une anticipation d'achat de matériel et des travaux complémentaires dans le cadre des contrôles réglementaires des installations ;
- la finalité « Investissements généraux » dont les dépenses sont en hausse de +0,3 M€. L'écart s'explique principalement par la poursuite du projet « équipements sûreté ».

4 Analyse de la CRE concernant les projets et programmes en cours

4.1 Projet SECURLUG

Le projet SECURLUG vise au remplacement de cinq des sept compresseurs du site de stockage de Teréga.

Phase A

La phase A porte sur le remplacement de trois des cinq compresseurs jugés critiques par deux compresseurs permettant d'assurer une capacité équivalente.

La CRE a approuvé la phase A du Projet SECURLUG en janvier 2021. Elle a fixé un budget cible de 58,25 M€ en avril 2021⁵ en application du dispositif de régulation incitative prévu par le tarif ATS2.

Les compresseurs ont été mis en service décembre 2024. Lors des tests de performance, Teréga a constaté une anomalie nécessitant un fonctionnement en mode dégradé sans impact sur la performance. L'anomalie sera corrigée en 2025 par le fournisseur, sans surcoût.

Le coût à terminaison évalué à 58,9 M€ est stable (+0,08 M€) par rapport à la dernière estimation.

Phase B

La phase B du projet SECURLUG porte sur le remplacement des deux compresseurs restants parmi les cinq jugés critiques.

La CRE a approuvé la phase B du Projet SECURLUG en juillet 2024 et a demandé à Teréga de lui transmettre une mise à jour des scénarios d'utilisation des compresseurs lors de l'exercice d'approbation du programme d'investissement pour l'année 2028 afin d'évaluer la nécessité de maintenir les compresseurs existants (C16 et C17). La CRE a fixé un budget cible de 47,82 M€ en décembre 2024⁶ en application du dispositif de régulation incitative prévu par le tarif ATS3.

Teréga a démarré les achats de matériel et de prestation en 2024, ils se poursuivront en 2025. Les travaux préparatoires débutent en 2025.

Le coût à terminaison, évalué à 47,8 M€, est en baisse (-3,0 M€) par rapport à la dernière estimation. Cette réévaluation provient d'une mise à jour des dépenses sur la base des offres reçues et des négociations menées par Teréga.

⁵ [Délibération du 15 avril 2021 portant décision relative à la définition du budget cible de la phase A du projet SECURLUG de Teréga](#)

⁶ [Délibération du 18 décembre 2024 portant décision relative à la définition du budget cible de la phase B du projet SECURLUG de Teréga](#)

4.2 Unités de déshydratation

Le projet de remplacement d'équipements de déshydratation du gaz a été approuvé en janvier 2023. Les travaux ont démarré en 2024. Les nouveaux équipements seront mis en service en novembre 2025 sur une première unité (H34) et le seront en 2027 sur la seconde.

Le coût à terminaison évalué à 17,4 M€ est stable par rapport à la dernière estimation.

4.3 Poste de sectionnement

Le projet d'installation d'un nouveau poste de sectionnement du réservoir d'Izaute a été approuvé par la CRE en janvier 2023. La mise en service a eu lieu en novembre 2024.

Le coût à terminaison, évalué à 15,2 M€, est en hausse (+0,6 M€) par rapport à la dernière estimation. Cette hausse est liée à des travaux additionnels liés aux interventions sur des installations existantes avec des travaux additionnels et la mise en place d'équipements de sécurité additionnels.

4.4 Programme de réduction des émissions de méthane

La CRE a approuvé, en juillet 2024, la réalisation d'études en 2024 et en 2025 dans le cadre d'un programme de réduction des émissions des sites de stockage pour un montant de 1,1 M€. Ces études visent à :

- la réduction des mises à l'évent de gaz lors des opérations de maintenance sur les sites de Lussagnet et d'Izaute en recomprimant le gaz et en le réinjectant sur le réseau ;
- la réduction des émissions de la torche d'une unité de déshydratation du gaz (le gaz fatal issu du traitement est brûlé) d'une part en réinjectant ce gaz fatal en amont du traitement et d'autre part en remplaçant la torche par un système de brûlage plus performant.

Les études sont en cours.

Le programme d'investissements pour l'année 2025, présenté en février 2025, prenait en compte ces dépenses. La CRE avait reporté l'analyse de la prise en compte des charges additionnelles liées à l'application du règlement (UE) 2024/1787 du 15 juillet 2024 relatif à la réduction des émissions de méthane à l'issue d'un audit sur les coûts de la mise en œuvre dudit règlement.

Teréga demande un budget révisé de 0,8 M€. L'écart par rapport au budget approuvé en février 2025 provient :

- d'un avancement moindre que prévu sur les études approuvées (0,4 M€ au lieu de 0,6 M€ initialement prévus) ;
- des dépenses additionnelles pour la réparation de fuites (+0,4 M€).

Les dépenses additionnelles visent à la mise en conformité avec le règlement concernant la réduction des émissions de méthane dans le secteur de l'énergie. La CRE approuve le budget révisé du programme de réduction des émissions de méthane

Décision de la CRE

En application des dispositions des articles L. 134-3 et L. 421-7-1 du code de l'énergie, les opérateurs de stockage transmettent leur programme annuel d'investissements à la Commission de régulation de l'énergie (CRE) pour approbation. Dans le cadre de cette délibération, la CRE fait le bilan des dépenses 2024 définitivement arrêtées par Teréga en début d'année 2025 et approuve le programme d'investissements 2025 révisé afin de prendre en compte les ajustements intervenus depuis son approbation.

Bilan d'exécution du programme d'investissements pour l'année 2024

En ce qui concerne l'année 2024 la CRE constate que l'écart (+1,2 M€) entre les dépenses d'investissements réalisées et le programme d'investissements révisé pour 2024 est principalement lié à des surcoûts de travaux sur les puits et les installations annexes.

La CRE constate que l'exécution du programme d'investissements de Teréga relève de la gestion normale de projets d'investissements. Celui-ci se répartit de la façon suivante :

Postes (M€)	Approuvé 2024	Révisé 2024	Réalisé 2024
Sécurité et maintien	38,9	40,9	44,0
Recherche et innovation	0,1	0,1	0,1
Sécurité d'approvisionnement	0,3	0,2	0,1
Investissements généraux	10,5	10,9	9,1
Total	49,8	52,1	53,2

Programme d'investissements révisé pour l'année 2025

En ce qui concerne l'année 2025, la CRE constate que le budget révisé à mi-année du programme d'investissements de Teréga est supérieur de 5,0 % (+1,9 M€) par rapport au programme approuvé en février 2025. Cet écart provient principalement des coûts additionnels sur la compression, les puits, les nouvelles dépenses du programme de révision des émissions de méthane, ainsi que des travaux supplémentaires sur diverses installations annexes.

Pour l'année 2025, la CRE approuve le programme d'investissements révisé de Teréga.

En conséquence le programme d'investissements s'élève à 39,8 M€ en 2025. Celui-ci se répartit de la façon suivante :

Postes (M€)	Approuvé 2025	Révisé 2025
Sécurité et maintien	30,6	32,4
Recherche et innovation	0,1	0,1
Sécurité d'approvisionnement	0,2	0,0
Investissements généraux	7,0	7,3
Total	37,9	39,8

La CRE demande à Teréga d'accompagner toute demande d'approbation d'un projet, relatif au maintien ou à l'amélioration des performances de leurs infrastructures, d'un scénario alternatif sans réalisation de l'investissement présentant ses conséquences sur les performances du site concerné ainsi que l'analyse des solutions alternatives comme d'autres solutions techniques, des maintenances renforcées, un dimensionnement alternatif des projets ou encore une révision de l'offre commerciale.

L'approbation du programme d'investissements ne préjuge pas du traitement tarifaire de ces dépenses.

Toute modification du programme d'investissements devra être soumise à la CRE pour approbation.

Dans le cadre de la procédure d'examen annuel des investissements, la CRE demande à Teréga de lui présenter, avant le mois de juillet 2026, le bilan définitif d'exécution de leur programme d'investissements pour l'année 2025, comprenant notamment un point d'avancement des principaux projets engagés.

La présente délibération sera publiée sur le site internet de la CRE et notifiée à Teréga Elle sera transmise aux ministres chargés de l'énergie et de l'économie.

Délibéré à Paris, le 9 juillet 2025.

Pour la Commission de régulation de l'énergie,

La présidente,

Emmanuelle WARGON